

Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	20.04.2024
Thema	Keine Einschränkung
Schlagworte	Keine Einschränkung
Akteure	Grüne Partei der Schweiz (GPS)
Prozesstypen	Positionspapier und Parolen
Datum	01.01.1990 - 01.01.2020

Impressum

Herausgeber

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Beiträge von

Beer, Urs
Benteli, Marianne
Berclaz, Philippe
Bernath, Magdalena
Brändli, Daniel
Burgos, Elie
Bühlmann, Marc
Füzesséry, Alexandre
Gerber, Marlène
Hohl, Sabine
Müller, Eva
Rinderknecht, Matthias
Schoenholtz, Stephan

Bevorzugte Zitierweise

Beer, Urs; Benteli, Marianne; Berclaz, Philippe; Bernath, Magdalena; Brändli, Daniel; Burgos, Elie; Bühlmann, Marc; Füzesséry, Alexandre; Gerber, Marlène; Hohl, Sabine; Müller, Eva; Rinderknecht, Matthias; Schoenholtz, Stephan 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Positionspapier und Parolen, Grüne Partei der Schweiz (GPS), 1990 - 2014*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. www.anneepolitique.swiss, abgerufen am 20.04.2024.

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Chronik	1
Landesverteidigung	1
Militärorganisation	1
Ausrüstung und Beschaffung	1
Wirtschaft	1
Landwirtschaft	1
Agrarpolitik	1
Infrastruktur und Lebensraum	2
Energie	2
Energiepolitik	2
Raumplanung und Wohnungswesen	3
Raumplanung	3
Wohnungsbau und -eigentum	3
Umweltschutz	3
Abfälle	3
Sozialpolitik	3
Gesundheit, Sozialhilfe, Sport	4
Medizinische Forschung	4
Suchtmittel	4
Sport	5
Sozialversicherungen	5
Soziale Gruppen	5
Familienpolitik	5
<hr/>	
Parteien, Verbände und Interessengruppen	5
Parteien	5
Parteiensystem	5
Linke und ökologische Parteien	6

Abkürzungsverzeichnis

UNO	Organisation der Vereinten Nationen
AHV	Alters- und Hinterlassenenversicherung
OSZE	Organisation für Sicherheit und Zusammenarbeit in Europa
IWF	Internationaler Währungsfonds
EU	Europäische Union
EWR	Europäischer Wirtschaftsraum
NEAT	Neue Eisenbahn-Alpentransversale
SAG	Schweizer Allianz Gentechfrei
WEF	World Economic Forum
BVG	Bundesgesetz über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge
FinöV	Bundesbeschluss über Bau und Finanzierung von Infrastrukturvorhaben des öffentlichen Verkehrs
EG	Europäische Gemeinschaft
Droleg	Dachverband für Drogenlegalisierung
GME	garantiertes Mindesteinkommen
OFRA	Organisation für die Sache der Frau
NAS	Nationale Arbeitsgemeinschaft Suchtpolitik
GATT	General Agreement on Tariffs and Trade

ONU	Organisation des Nations unies
AVS	Assurance-vieillesse et survivants
OSCE	Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
FMI	Fonds monétaire International
UE	Union européenne
EEE	l'Espace économique européen
NLFA	Nouvelle ligne ferroviaire à traverser les Alpes
StopOGM	Alliance suisse pour une agriculture sans génie génétique
WEF	World Economic Forum
LPP	Loi fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité
FTP	Fonds de financement des transports publics
CE	Communauté européenne
Droleg	Association faïtière de la légalisation des drogues
RMG	Revenu minimum garanti
OFRA	Organisation pour la cause des femmes
CPA	Coordination politique des addictions
GATT	General Agreement on Tariffs and Trade

Allgemeine Chronik

Landesverteidigung

Militärorganisation

POSITIONSPAPIER UND PAROLEN
DATUM: 19.12.2005
ELIE BURGOS

Les **réactions à ce remaniement des priorités de l'armée ont été nombreuses**. Si le PDC et une partie du PRD ont apporté leur soutien – sous certaines conditions – à ces adaptations, la Société suisse des officiers et l'UDC ont crié au démantèlement de la défense classique. De leur côté, le PS, les Verts et le GSsA ont affirmé leur volonté de briser le tabou de l'obligation de servir. S'appuyant sur le rejet du programme d'armement 2004 par les chambres, les socialistes ont notamment fait plusieurs propositions concrètes en présentant leur conception de l'armée suisse et de sa mission dans un papier de position publié au mois de mai. Selon eux, la tâche principale de l'armée doit désormais être l'engagement dans des missions de maintien de la paix organisées sous l'égide de l'ONU ou de l'OSCE. À ce titre, ils ont réclamé la création d'un bataillon d'environ 1500 soldats au maximum, qui puisse être engagé à tout moment dans des missions de paix à l'étranger. Dans cette perspective, le PS a proposé une armée de 50'000 hommes, composée d'un noyau dur de 12'000 militaires professionnels et de 38'000 volontaires de milice, c'est-à-dire des personnes dont l'activité professionnelle principale serait une activité civile, mais qui s'engageraient contractuellement à suivre une formation militaire. Or, comme les socialistes l'ont précisé, cela impliquerait la levée de l'obligation de servir, incompatible avec des effectifs aussi modestes. Quant aux coûts d'une telle armée, ils seraient de CHF 2.5 milliards au lieu des 4.7 milliards inscrits au budget de l'année sous revue. ((Notons que la Jeunesse socialiste a critiqué le papier de position du PS, jugeant que celui-ci n'allait pas dans la bonne direction. Pour la JS en effet, l'armée ne doit aucunement être réformée, mais supprimée) Le PS a appelé le PRD et le PDC à réfléchir avec lui sur ces réformes. Les socialistes n'ont cependant pas souhaité y associer l'UDC, jugée « trop éloignée » pour permettre l'entame d'un dialogue. Les démocrates du centre ont de leur côté réitéré en fin d'année leurs vives critiques vis-à-vis du projet de remaniement de l'armée du Conseil fédéral – prenant le relais de celles émises par la Société suisse des officiers – et ont attaqué de ce fait indirectement le conseiller fédéral UDC Samuel Schmid.¹

Ausrüstung und Beschaffung

POSITIONSPAPIER UND PAROLEN
DATUM: 24.02.2004
ELIE BURGOS

Réagissant aux déclarations, début janvier, du chef de l'armée Christoph Keckeis, concernant la volonté du DDPS de se doter de **nouveaux avions de combat** pour remplacer la flotte de Tiger dès 2010, le groupe socialiste du parlement (soutenu par les Verts et le GSsA) s'est **clairement positionné contre une telle acquisition** lors de la présentation de son programme de législature 2003-2007. Quant à l'UDC, si elle ne s'est pas attaquée de manière directe à cet achat, son président Ueli Maurer (ZH) n'a pas manqué pas de souligner que celui-ci ne constitue pas une « priorité » aux yeux du parti.²

Wirtschaft

Landwirtschaft

Agrarpolitik

POSITIONSPAPIER UND PAROLEN
DATUM: 13.03.1995
ALEXANDRE FÜZESSÉRY

Löschen: eingefügt in #15459

Lors de la campagne, les **partisans** du nouvel article – les partis bourgeois, l'USP ainsi que les principales associations économiques du pays – ont souligné que le texte proposé avait le double avantage de fournir une base constitutionnelle adéquate à la poursuite des réformes en direction de plus de marché et d'écologie, tout en laissant suffisamment de marge de manœuvre au législateur pour procéder par étapes et ainsi éviter une précipitation qui pourrait être fatale à une grande partie des paysans. Selon les défenseurs du projet, l'opposition à cet article relevait souvent d'un fondamentalisme écologique irréaliste, prônant la conversion immédiate de l'ensemble de la population paysanne à l'agriculture biologique sans tenir compte du fait que la demande pour des produits "bio" ne constitue qu'une part minime (20%) du marché agricole. Le monde paysan a souligné pour sa part que cet article avait le mérite de

consacrer constitutionnellement le principe des paiements directs, garantissant ainsi que cette source de revenu jugée indispensable ne serait pas remise en cause à l'avenir par des volontés d'économies intempestives. Les paysans ont également dénoncé la campagne importante des gros distributeurs, lesquels voudraient, sous couvert de considérations écologiques, confiner l'agriculture à la production biologique, ayant ainsi le champ libre pour importer massivement des produits agricoles traditionnels étrangers.

Les **opposants** – principalement les partis socialiste et écologiste, l'Association alémanique des petits et moyens paysans (VKMB) ainsi que les associations de consommateurs et de défense de la nature – ont en revanche argué que cet article ne constituait qu'une réforme illusoire ou du moins beaucoup trop timide, qui n'apportait rien de nouveau par rapport à la situation existante. Ils ont regretté notamment que le projet n'affirmait pas plus nettement la nécessité d'une écologisation de la production agricole, ne spécifiant pas par exemple que les paiements directs devaient avant tout financer une production biologique ou intégrée.

(c.f. aussi: Débat en 1995 concernant une possible opposition aux accords du GATT (cycle d'Uruguay) par le monde paysan) ³

Infrastruktur und Lebensraum

Energie

Energiepolitik

Devant la pléthore de combinaison de votes possibles pour les trois objets (8), chacune des parties a dû faire un effort dans son argumentaire afin de donner un **mot d'ordre** clair. Le PS, les Verts, le Parti chrétien-social ont prôné le **triple oui**. A ces derniers se sont associés l'Union syndicale suisse, l'UPS, la Fondation suisse de l'énergie (FSE), la Fondation suisse pour l'énergie solaire et Electricité sans atome. Dans le camp des oui se trouvaient aussi les adversaires habituels des écologistes, à savoir les cantons de montagne et les paysans. Les buts de cette alliance inhabituelle n'étaient pas les mêmes pour les écologistes ou les cantons de montagne. Ces derniers étaient surtout intéressés au contre-projet, car il leur permettait d'obtenir un soutien pour leur usines hydroélectriques, toutefois, pour des raisons tactiques, ils soutenaient aussi l'initiative solaire. La position officielle du Conseil fédéral et des Chambres face aux trois objets était de rejeter l'initiative solaire et d'accepter en corrélation son contre-projet, ainsi que le deuxième contre-projet. L'objectif était, d'une part de provoquer un changement de comportement dans la consommation d'énergie et donc de respecter les promesses de la Conférence de Kyoto pour la réduction des gaz polluants et, d'autre part, d'intégrer une composante écologique dans le système fiscal dont la réforme serait menée dans les années à venir. Le seul parti gouvernemental à suivre les recommandations du Conseil fédéral et du parlement a été le PDC. Le camp du **triple non** était composé du PRD, de l'UDC et du PL. A ces derniers s'ajoutaient les associations faitières de l'économie (Economiessuisse et USAM), les organisations proches de l'automobile (ACS et TCS), l'industrie des machines, l'association des entreprises électriques de Suisse, le Forum suisse de l'énergie et la branche de l'énergie atomique. Les arguments des opposants aux taxes énergétiques étaient que celles-ci seraient un frein au développement économique et que la législation sur le CO₂ était suffisante pour assurer le développement des énergies renouvelables et la protection de l'environnement. ⁴

Raumplanung und Wohnungswesen

Raumplanung

POSITIONSPAPIER UND PAROLEN
DATUM: 22.04.2014
MARLÈNE GERBER

Beinahe zeitgleich mit der Publikation des SGV-Positionspapiers zur Raumentwicklung hielt die **Grüne Partei Schweiz** eine **Medienkonferenz** zu ebendiesem Thema ab. Dort präsentierte die Partei ihre Lösungen zur Eindämmung der Zersiedelung und brachte gleichzeitig ihren Unmut zur Umsetzung der beiden an der Volksabstimmung angenommenen Vorlagen zum Raumplanungsgesetz und zur Zweitwohnungsinitiative zum Ausdruck. Mit der neuen, im Mai 2014 in Kraft tretenden Raumplanungsverordnung könne der Zersiedelung nicht Einhalt geboten werden, da die Verordnung zur Bestimmung der Baulandreserven von einem Bevölkerungsszenario mit 11 Mio. Einwohnern ausgehe. Dies schaffe keine Anreize zur Förderung des verdichteten Bauens und entspreche einer Missachtung des Volkswillens. Ebenso erwecke die in Angriff genommene Umsetzung der Zweitwohnungsinitiative den Eindruck, der Bundesrat höre eher auf die Baulobby als auf seine Bevölkerung. Zur Förderung des verdichteten Bauens empfehlen die Grünen den Kantonen und Gemeinden die Anpassung ihrer Siedlungs- und Richtplanung, zum Beispiel bezüglich der Nutzungsziffer oder der teilweise bestehenden Begrenzung von Gebäuden auf zwei Stockwerke. Mittels Steuererleichterungen könnten Eigentümer vermehrt dazu angehalten werden, bestehende Wohnflächen auszubauen. Ferner soll die Schaffung zusätzlicher Begegnungszonen und Grünflächen dafür sorgen, dass die Lebensqualität in verdichteten Siedlungen erhöht wird.⁵

Wohnungsbau und -eigentum

POSITIONSPAPIER UND PAROLEN
DATUM: 15.05.2004
MAGDALENA BERNATH

Am 16. Mai 2004 entschied das Volk über das **Steuerpaket**. Insbesondere aufgrund der befürchteten Einbussen bei der Wohneigentumsbesteuerung sprachen sich neben den elf Kantonen (BS, BE, GL, GR, JU, OW, SG, SH, SO, VD, VS), welche erstmals seit 1874 das Ständesreferendum ergriffen hatten, auch neun weitere für die Ablehnung der Vorlage aus. Linke und Grüne, welche ebenfalls das Referendum ergriffen hatten, Gewerkschaften und der Schweizerische Mieterverband gaben die Nein-Parole heraus. Zur Befürworterseite zählten die FDP und die SVP sowie die Wirtschafts- und Arbeitgeberverbände und der Schweizerische Hauseigentümergebund. Auch die CVP befürwortete das Steuerpaket, allerdings hatten viele Kantonalsektionen die Nein-Parole herausgegeben.⁶

Umweltschutz

Abfälle

POSITIONSPAPIER UND PAROLEN
DATUM: 06.05.2013
MARLÈNE GERBER

Im Mai unterbreitete die Grüne Partei Vorschläge zur **Verhinderung des frühzeitigen Verschleisses von Produkten**. Neben einer verstärkten Sensibilisierung der Kunden sollen Gebrauchsgegenstände so konzipiert sein, dass einzelne Bestandteile problemlos ersetzt werden können. Dabei sollen Zielvereinbarungen mit den Herstellern garantieren, dass Ersatzteile über eine bestimmte Zeit hinweg lieferbar bleiben. Für potentiellen Zündstoff sorgten die Grünen mit ihrer Forderung nach einer vorgezogenen Reparaturgebühr analog zu bestehenden Massnahmen in der Recycling-Branche.⁷

Sozialpolitik

Gesundheit, Sozialhilfe, Sport

Medizinische Forschung

POSITIONSPAPIER UND PAROLEN
DATUM: 18.05.1992
MARIANNE BENTELI

Dafür ausgesprochen hatten sich mit Ausnahme von AP, EDU, LP und SD alle im Parlament vertretenen Parteien, die Arbeitgeber- und Arbeitnehmerorganisationen, der Bauernverband und die Kleinbauernvereinigung, der Evangelische Kirchenbund, der Katholische Frauenbund, die Landesorganisationen von Chemischer Industrie und Medizin, die Kommission für biologische Sicherheit, der Bund für Naturschutz sowie das ehemalige Initiativkomitee, welches 1987 mit der Einreichung seines Volksbegehrens «gegen Missbräuche der Fortpflanzungs- und Gentechnologie beim Menschen» die Diskussion überhaupt erst lanciert hatte.

Bekämpft wurde der Verfassungsartikel von der Liberalen Partei, welcher die neuen Regelungen bereits zu restriktiv waren. Als zu permissiv wurde er hingegen von AP, EDU, der SD und der Jungen SVP abgelehnt, ebenso von der Vereinigung «Ja zum Leben» unter der Führung des Berner EVP-Nationalrats Zwygart, von zahlreichen Frauenorganisationen wie der Ofra, der FraP und – abweichend von der Gesamtpartei – vom Vorstand der CVP-Frauen, von Behindertenvereinigungen sowie vom Basler Appell gegen Gentechnologie und der Schweizerischen Arbeitsgruppe Gentechnologie (SAG).⁸

Suchtmittel

POSITIONSPAPIER UND PAROLEN
DATUM: 16.10.1992
MARIANNE BENTELI

Die Grüne Partei stellte ihre Vorschläge zur Drogenpolitik vor. Kurzfristig verlangten die Grünen eine breitangelegte, medizinisch kontrollierte Drogenabgabe sowie Betreuungsangebote und Ausstiegshilfen für Süchtige. Langfristig, meinten sie, müsse eine kontrollierte Regelung des Handels eingeführt werden, um dem illegalen Markt den Boden zu entziehen. Die Einfuhr, die Herstellung, der Verkauf und die fiskalische Belastung von Betäubungsmitteln solle ausschliesslich dem Bund zustehen. Auch die Sozialdemokratische Partei sprach sich an ihrem Parteitag für eine weitgehende Legalisierung der Drogen sowie für ein Staatsmonopol bei der Herstellung dem Handel und dem Vertrieb aus.⁹

POSITIONSPAPIER UND PAROLEN
DATUM: 03.07.1997
MARIANNE BENTELI

Im **Abstimmungskampf**, der von beiden Seiten **sehr intensiv und emotional** geführt wurde, waren die Fronten von Anbeginn klar. Die drei Bundesratsparteien CVP, FDP und SP sowie die Grünen engagierten sich in einem gemeinsamen Abstimmungskomitee gegen die Initiative. Sie fanden die Unterstützung von rund 20 gesamtschweizerischen Organisationen aus den Bereichen Medizin, Drogen, Sozialarbeit, Kirche und Jugendfragen, die sich in einer Nationalen Arbeitsgemeinschaft Suchtpolitik (NAS) zusammenschlossen, sowie die praktisch einhellige Gefolgschaft aller Printmedien, auch jener aus der Romandie. Mehrere Kantons- und Stadtregierungen, die für gewöhnlich keine Empfehlungen für eidgenössische Urnengänge abgeben, sprachen sich ebenfalls gegen die Initiative aus, unter anderem jene in den besonders von der Drogenproblematik betroffenen Kantonen Basel-Stadt, Bern, Genf und Zürich. Ihnen schloss sich der 1996 zum Zweck einer intensiveren drogenpolitischen Koordination gebildete Nationale Drogenausschuss von Bund, Kantonen und Städten an. Der Bundesrat seinerseits eröffnete seinen Abstimmungskampf viel früher als gewöhnlich. In ungewohnt scharfer Weise bezeichnete Bundesrätin Dreifuss die Ziele der Initiative als unrealistisch, unwirksam und unmenschlich; eine Annahme der Initiative hätte für die eigentlichen Opfer, die Drogensüchtigen, verheerende Folgen und würde dazu führen, dass weiterhin die (noch) nicht ausstiegswilligen Konsumenten härter bekämpft würden als die eigentlichen Profiteure einer repressiven Drogenpolitik, nämlich die Drogenmafia.¹⁰

POSITIONSPAPIER UND PAROLEN
DATUM: 26.10.1990
MARIANNE BENTELI

Sport

CVP und FDP veröffentlichten im Laufe des Jahres je ein **Thesepapier zum Thema Sport**. Dies veranlasste die Zeitung «Sport», den **Standpunkt aller Parteien** aufzulisten oder einzuholen. Sie kam dabei zum Schluss, dass die grosse Mehrheit – CVP, SVP, LdU und GP – in diesem Bereich wenig profiliert ist und die SP über unverbindliche Äusserungen nicht hinauskommt; einzig der FDP wurde konkretes und innovatives sportpolitisches Engagement zugestanden.¹¹

Sozialversicherungen

Sozialversicherungen

Nicht nur für eine Umlagerung – wie sie SP und SGB mit ihrem Initiativprojekt forderten –, sondern für einen radikalen Kurswechsel in der Sozialpolitik plädierte die **Grüne Partei**. Vom Phänomen der neuen Armut ausgehend und mit dem Hinweis darauf, eine primär über Lohnprozente finanzierte soziale Absicherung entspreche nicht mehr den heutigen gesellschaftlichen Gegebenheiten mit ihrer hohen Rate von alleinerziehenden Müttern, ausgesteuerten Arbeitslosen und Menschen mit unterbrochener Berufslaufbahn, forderte sie die **Einführung eines gesellschaftlich garantierten Mindesteinkommens** (GME), welches das ungenügende und administrativ komplizierte Dreisäulensystem ablösen sollte. Finanzieren möchte sie das neue Modell über eine Besteuerung der gesamten Wirtschaftskraft, also beispielsweise auch über Umsatzsteuern oder ökologische Lenkungsabgaben. Der Idee eines GME wurde von einer Univox-Umfrage wenig Rückhalt in der Bevölkerung bescheinigt: Nur gerade 22% der Befragten sprachen sich dafür aus. 62% lehnten sie ab und 17% hatten keine Meinung. Am ehesten fand sie noch Anklang in der Westschweiz (35%), bei den SP-Sympathisanten (33%) und den unter 40-jährigen (29%).¹²

POSITIONSPAPIER UND PAROLEN
DATUM: 30.10.1990
MARIANNE BENTELI

Soziale Gruppen

Familienpolitik

Nach dem Scheitern der Mutterschaftsversicherung in der Volksabstimmung vom 13. Juni gaben sich die **Parteien** – insbesondere auch im Hinblick auf die nationalen Erneuerungswahlen im Oktober – **besonders familienfreundlich**. Die **CVP** schlug steuerliche Entlastungen vor; zudem rief sie nach einem Bundesrahmengesetz für die Ausrichtung von Kinderzulagen und nach einer besseren Abstimmung der Schulzeiten auf die Bedürfnisse der Eltern. Das verlangte auch die **FDP**, die sich zudem für mehr ausserfamiliäre Betreuungsstätten für Kinder stark machte. Von einer eidgenössischen Regelung für die Kinderzulagen wollte sie hingegen nichts wissen. Konkrete Zahlen nannten die **SP** und die **Grünen**. Sie forderten existenzsichernde Kinderzulagen, wobei die Steuerabzüge für Kinder im Gegenzug zu streichen wären. Die SP sprach sich zudem für Ergänzungsleistungen für minderbemittelte Eltern aus, welche über eine eidgenössische Erbschaftssteuer finanziert werden sollten.¹³

POSITIONSPAPIER UND PAROLEN
DATUM: 10.09.1999
MARIANNE BENTELI

Parteien, Verbände und Interessengruppen

Parteien

Parteiensystem

Um die **Wahlchancen von Frauen im Herbst 1999 zu verbessern**, stellten sich die Frauen der FDP, CVP, SVP, SP, GPS und EVP hinter das von der Eidgenössischen Frauenkommission (EFK) lancierte 12-Punkte-Manifest «Mehr Frauen ins Parlament!», das u.a. mehr Unterstützung der Frauen im Wahlkampf, die Förderung von Gleichstellungsbemühungen sowie spezifische Frauenstrukturen und Frauenbeauftragte in den Parteien forderte.¹⁴

POSITIONSPAPIER UND PAROLEN
DATUM: 26.05.1998
URS BEER

Linke und ökologische Parteien

POSITIONSPAPIER UND PAROLEN
DATUM: 18.01.1990
MATTHIAS RINDERKNECHT

In der Sachpolitik setzte die GPS im Berichtsjahr mit ihrer Forderung nach einem **staatlich garantierten Mindesteinkommen** (GME) einen Akzent. Gemäss dem **Thesenpapier** der GPS soll dieses seit einiger Zeit von neoliberalen Ökonomen vertretene Modell die **bestehenden Sozialwerke teilweise ersetzen** und vor allem jenen zugute kommen, die keine Lohnarbeit verrichten oder wegen reduzierter Erwerbstätigkeit (z.B. infolge von Erziehungsaufgaben) das Existenzminimum nicht erreichen. Das Mindesteinkommen soll nicht mehr über Lohnprozente, sondern über eine Besteuerung der gesamten Wirtschaftskraft finanziert werden. Zudem sollte das Obligatorium der beruflichen Vorsorge (BVG) abgeschafft und die AHV gestärkt werden.¹⁵

POSITIONSPAPIER UND PAROLEN
DATUM: 23.04.1990
MATTHIAS RINDERKNECHT

Einen weiteren Schwerpunkt bildete die Stellungnahme zur Rolle der Schweiz im europäischen Integrationsprozess. An der Delegiertenversammlung in Bern wurde in der Diskussion mehrheitlich gegen die als umweltschutzfeindlich und zentralistisch kritisierte Politik der EG votiert, ohne dass dazu allerdings ein formeller Beschluss gefasst wurde. In einer Resolution sprachen sich die Delegierten für **ein Europa der Regionen** als implizites Gegenmodell zur EG aus. Darin müssten die **kulturelle Vielfalt, die Selbstbestimmung und die demokratischen Rechte erhalten und gefördert** werden. Dabei sei das Prinzip der internationalen Solidarität zwischen der weltweiten Völkergemeinschaft zu achten und ein weitsichtiges Handeln anzustreben, welches nicht auf kurzfristige wirtschaftliche Vorteile ausgerichtet ist.¹⁶

POSITIONSPAPIER UND PAROLEN
DATUM: 06.09.1990
MATTHIAS RINDERKNECHT

Die Parolen zu den eidgenössischen Abstimmungen **deckten sich mit denjenigen der GPS**.¹⁷

POSITIONSPAPIER UND PAROLEN
DATUM: 10.09.1990
MATTHIAS RINDERKNECHT

Die GPS empfahl die **Ja-Parolen zu den Strassenbauintiativen** (freie Aarelandschaft zwischen Biel und Solothurn/Zuchwil, autobahnfreies Knonauer Amt, autobahnfreie Landschaft zwischen Murten und Yverdon, «Stopp dem Beton») **und zu allen Energievorlagen** (Ausstieg aus der Atomenergie, Moratorium, Energieartikel); die Revision des Strassenverkehrsgesetzes, der Rebbaubeschluss und die Revision der Bundesrechtspflege lehnte sie hingegen ab.¹⁸

POSITIONSPAPIER UND PAROLEN
DATUM: 15.05.1991
MATTHIAS RINDERKNECHT

Zu den eidgenössischen Abstimmungen beschloss die Partei die **Ja-Parole für das Stimm- und Wahlrechtsalter 18 sowie für die Initiative zur Förderung des öffentlichen Verkehrs**. Beide anderen Vorlagen, das revidierte Militärstrafgesetz und die neue Finanzordnung, lehnte die GP ab. In der Finanzpolitik schlug die GP vor, die Warenumsatzsteuer durch eine Energiesteuer zu ersetzen; nach den eidgenössischen Wahlen verabschiedete sie dazu ein Grundsatzpapier.¹⁹

POSITIONSPAPIER UND PAROLEN
DATUM: 05.06.1991
MATTHIAS RINDERKNECHT

Die GP lehnte den sicherheitspolitischen Bericht des Bundesrates ab, da dieser die **Bedrohungssituation** bloss **richtig analysiere, jedoch falsche Schlüsse daraus ziehe** und in der militärischen Perspektive der **Sicherheitspolitik** verhaften bleibe. In einem eigenen sicherheitspolitischen Konzept schlug die GPS den UNO-Beitritt, eine verstärkte Teilnahme im Europarat, ein Kriegsmaterialausfuhrverbot und Beiträge der Schweiz an eine unabhängige Friedensforschung vor.²⁰

POSITIONSPAPIER UND PAROLEN
DATUM: 12.12.1991
MATTHIAS RINDERKNECHT

Anders als im Wahljahr 1987 präsentierte sich die Grüne Partei vor den Nationalratswahlen 1991 als eine vielfältig kompetente Partei, die über ihr Image einer Einthemenpartei hinausgekommen ist. Fragen der **Fiskalpolitik, der Gleichberechtigung der Geschlechter** – ein umstrittenes Grundsatzpapier dazu wurde am Parteitag in Rapperswil (SG) nach den Wahlen verabschiedet –, **Neue Armut, Sicherheits- und Europapolitik** gehörten ebenso zum Inventar der Wahlkampfthemen wie die **Umweltpolitik**. Im übrigen hat sich die Partei seit den letzten eidgenössischen Wahlen in politischer Hinsicht durch die Integration von Teilen der ehemaligen Grünen Bündnisse von einer eher bürgerlich-grünen zu einer eher links-grünen Organisation gewandelt; der Frauenanteil ist mit über 45% der Mitglieder der höchste von allen

Parteien überhaupt und sowohl Partei- als auch Fraktionspräsidium wurden im Berichtsjahr von Frauen gehalten. Gemäss der VOX-Analyse war die GP bei den Nationalratswahlen die einzige nationale Partei mit einer weiblichen Mehrheit in der Wählerschaft.

Für die Jahre 1992-94 wurde NR Thür (AG) als Fraktionspräsident gewählt, Vizepräsidentin wurde die Luzernerin Cécile Bühlmann.²¹

POSITIONSPAPIER UND PAROLEN
DATUM: 07.09.1992
MATTHIAS RINDERKNECHT

Bei der eidgenössischen Abstimmung über den **IWF-Beitritt** konnte die **klare Spaltung** innerhalb der GP zwischen beitriftswilligen Romands und ablehnenden Deutschschweizern, für welche die Bretton-Woods-Institutionen primär ein Mittel zur Ausbeutung der Entwicklungsländer darstellen, nicht überwunden werden; die **Gegner der Vorlage** setzten sich in der DV mit **72 zu 31 Stimmen** durch. Auch die **NEAT** wurde von der GP **abgelehnt**, weil sie in ihren Augen – genauso wie der Transit-Vertrag mit der EG – die Wirtschaftsphilosophie der EG, welche im wesentlichen auf ein Wirtschaftswachstum mit verheerenden Konsequenzen für die Umwelt ausgerichtet sei, widerspiegeln.²²

POSITIONSPAPIER UND PAROLEN
DATUM: 02.10.1992
MATTHIAS RINDERKNECHT

In einem Grundsatzpapier zur **Europapolitik**, welches zwar hauptsächlich von Nationalrat Rebeaud (GE) erarbeitet, jedoch von der Parteileitung gutgeheissen worden war, zeigte sich die GP weiterhin **kritisch gegenüber einem EWR- oder EG-Beitritt**, ohne die eine oder andere Form der Integration jedoch von vornherein auszuschliessen. Die Partei forderte, die schon bestehenden institutionellen Verbindungen wie den Europarat vermehrt als Instrument der Zusammenarbeit zu benutzen. Sie begrüsst unter anderem auch diejenigen **Harmonisierungsbestrebungen im arbeitsrechtlichen und wirtschaftlichen Bereich**, die auf die Abschaffung des Saisonierstatuts und auf schärfere Vorschriften gegen die Kartellbildung abzielen. Die grüne Fraktion beurteilte den EWR-Vertrag jedoch, als die schlechteste Integrationsvariante für die Schweiz, weil er nicht nur zur Übernahme eines grossen Teils des sogenannten Acquis communautaire zwingt, sondern weil der Nachvollzug der weiteren EG-Rechtsetzung ohne Mitbestimmung der Schweiz erfolge. Um sich klar von der Propaganda der rechtsbürgerlichen EWR-Gegner zu distanzieren und die ökologisch-sozialen Argumente in den Abstimmungskampf zu bringen, gründeten grüne, linke und LdU-Parlamentarier ein eigenes gegnerisches Komitee.²³

POSITIONSPAPIER UND PAROLEN
DATUM: 14.11.1992
MATTHIAS RINDERKNECHT

Am Parteitag in Basel **kristallisierte** sich die schon zuvor zutage getretene **Spaltung unter den Grünen klar heraus**: In der Debatte sprach sich kein einziger Vertreter der Romandie gegen den EWR aus und nur zwei Deutschschweizer für den Vertrag. Über die vom Parteivorstand unterbreiteten Positionspapiere, welche unter anderem eine vorsichtige Öffnung und mittelfristig eine gewisse Bereitschaft für Beitrittsverhandlungen in Betracht zogen, stimmten die Delegierten nicht ab. Bei der Parolenfassung entschied die **DV mit 82 zu 30 Stimmen, den Vertrag abzulehnen**; nur vier Romands stimmten gegen und nur neun Deutschschweizer für den EWR. Die Kantonssektionen Freiburg, Waadt, Neuenburg und Genf empfahlen trotzdem die Zustimmung zum EWR-Vertrag, jene von Basel-Land und Jura beschlossen Stimmfreigabe.²⁴

POSITIONSPAPIER UND PAROLEN
DATUM: 16.12.1992
MATTHIAS RINDERKNECHT

Nach der **Ablehnung des EWR-Beitritts** durch Volk und Stände distanzierte sich die GP vom rechtspopulistischen Lager der EWR-Gegner und forderte den Bundesrat auf, **Beitrittsverhandlungen mit der EG aufzunehmen**, was von vielen Beobachtern als Slalompolitik bezeichnet wurde. Ohne mit der bisherigen Wirtschafts- und Sozialpolitik der EG einverstanden zu sein, glaubte die Spitze der Grünen Partei dennoch, der einzige Weg für die Schweiz bestehe **längerfristig in der Form einer Vollmitgliedschaft**. Leitplanken bei den Beitrittsverhandlungen sollten die schweizerischen Eigenheiten bezüglich des politischen Systems (direkte Demokratie, Föderalismus, Neutralität), aber auch ökologische und soziale Mindestanforderungen sowie die Sonderstellung der Landwirtschaft bilden. Aussenpolitisch verlangte die GP allgemein ein verstärktes Engagement der Schweiz, das sich in der Form eines UNO-Beitritts und der Ratifizierung der Europäischen Sozialcharta äussern sollte.²⁵

POSITIONSPAPIER UND PAROLEN
DATUM: 06.09.1993
MATTHIAS RINDERKNECHT

Bei den eidgenössischen Abstimmungen sprach sich die GP mit grosser Mehrheit **für die Treibstoffzollerhöhung** aus; die **Befürwortung der Initiative zur Abschaffung der Tierversuche war hingegen sehr umstritten**. Bei der Aufhebung des Spielbankenverbots gab die Abstimmung der Kantonalsektionen mit 6 zu 6 den Ausschlag für die Stimmfreigabe. Die Grünen konnten sich auch bezüglich der von den SD lancierten Initiative für einen arbeitsfreien Bundesfeiertag zu keiner Parole durchringen, **unterstützten jedoch alle** übrigen Vorlagen des **Abstimmungspakets vom 26. September**. Beim Systemwechsel zur Mehrwertsteuer gab die GP Stimmfreigabe heraus, den höheren Steuersatz und die übrigen Vorhaben unterstützte sie jedoch.²⁶

POSITIONSPAPIER UND PAROLEN
DATUM: 12.01.1994
EVA MÜLLER

In der Diskussion um eine Revision der Arbeitslosenversicherung (ALV) schlug die Grüne Partei vor, diese künftig über eine **Energiesteuer statt über Lohnprozente** zu sichern. Etappenweise solle innerhalb von drei bis fünf Jahren eine Energiesteuer von 40% die Lohnprozente ersetzen. Zur Entlastung niedriger Einkommen schlug sie Gutschriften bei der direkten Bundessteuer vor. In einem Wirtschaftspapier befürwortete sie ausserdem eine Reduktion der Wochenarbeitszeit, beispielsweise auf 30 Stunden, um die Arbeit – auch zwischen den Geschlechtern – neu zu verteilen. Damit nahm die GPS, wie letztes Jahr beschlossen, neben umweltpolitischen verstärkt auch soziale Themen auf, um vom Image der Ein-Themen-Partei wegzukommen.²⁷

POSITIONSPAPIER UND PAROLEN
DATUM: 15.02.1994
EVA MÜLLER

Später als andere Parteien präsentierte die Grüne Partei ein Positionspapier zur «inneren Sicherheit». Statt mehr Repression forderte sie **sozial-, drogen-, frauen- und ausländerpolitische sowie städtebauliche Massnahmen**. Schwerpunkte bilden eine breite staatliche Drogenabgabe, ein besseres kulturelles und bildungspolitisches Angebot in den Agglomerationen, eine verbesserte Integration von Randgruppen sowie ein garantiertes Existenzminimum. Ausserdem forderte die Partei den Einbezug der Verkehrspolitik in die Debatte zur inneren Sicherheit.²⁸

POSITIONSPAPIER UND PAROLEN
DATUM: 17.05.1994
EVA MÜLLER

In der Drogenpolitik sprach sich die GPS **gegen eine Drogen-Prohibitionspolitik** aus und **unterstützte die «DroLegg»-Volksinitiative**.²⁹

POSITIONSPAPIER UND PAROLEN
DATUM: 29.08.1994
EVA MÜLLER

Die GPS beschloss nach eingehender Debatte in einer Resolution, dass ein **Referendum der falsche Weg** sei, um den neuen **Gatt-Vertrag** zu bekämpfen. Sie sprach sich jedoch für die Notwendigkeit einer neuen ökologischen und sozialen Gatt-Runde aus.³⁰

POSITIONSPAPIER UND PAROLEN
DATUM: 03.12.1994
EVA MÜLLER

Zu den eidgenössischen Abstimmungen beschloss die GPS **dieselben Parolen wie die SP**, mit Ausnahme der SP-Initiative für eine gesunde Krankenversicherung, für welche sie Stimmfreigabe beschloss.³¹

POSITIONSPAPIER UND PAROLEN
DATUM: 03.07.1995
EVA MÜLLER

Auf eine Gratwanderung begaben sich die Grünen auch mit einem europapolitischen Kurswechsel: Die Partei, die zuvor lediglich eine vorsichtige Öffnung befürwortet hatte und den EWR ablehnte, entschied an einem Parteitag im Juli auf Antrag der Genfer Sektion, die Volksinitiative «Ja zu Europa», die **sofortige EU-Beitrittsverhandlungen fordert, zu unterstützen**. Die Grünen betonten, den EU-Beitrittsprozess kritisch begleiten zu wollen. Trotzdem formierte sich **grundsätzliche Opposition** gegen den reformistischen Kurs der Partei rund um den Berner Luzius Theiler und die Zürcher Sektion.³²

POSITIONSPAPIER UND PAROLEN
DATUM: 11.09.1995
EVA MÜLLER

Ihre Wahlplattform stellten die Grünen unter das **Schwerpunktthema ökologische Wirtschafts- und Steuerreform**, wonach Energie statt Arbeit zu besteuern sei. Die Einführung einer Energiesteuer zur Finanzierung des Sozialbereiches, welche im 2. Teil einer Doppeliniziativa angestrebt wird, verabschiedete die Partei ebenso diskussionslos wie die Forderungen nach einer wirksamen CO2-Abgabe, keinem weiteren Ausbau der Autobahnen, dem Ausstieg aus der Atomenergie und dem Verbot der Freisetzung gentechnisch veränderter Organismen. Neu wehren sich die Grünen nicht mehr gegen jegliches Wirtschaftswachstum, sondern sie fordern dessen Gestaltung mit umweltgerechten Innovationen. Zur Bekämpfung der Arbeitslosigkeit schlug die Partei

ein Bonus-Malus-System vor, gemäss welchem Arbeitgeber, die Teilzeitarbeit fördern, beispielsweise mit einer Reduktion des Arbeitslosenversicherungs-Beitrags belohnt würden. Für das neue Jahrtausend soll gemäss den Grünen die 30-Stunden-Woche zum Normalfall werden.³³

POSITIONSPAPIER UND PAROLEN
DATUM: 06.05.1996
EVA MÜLLER

An einer Delegiertenversammlung zur Verkehrspolitik im Mai lehnten die Grünen **jede Lockerung der 28-Tonnen-Limite für den Schwerverkehr** als Zugeständnis in den bilateralen Verhandlungen mit der EU ab. Ein Antrag der Zürcher Sektion für eine ausdrückliche Referendumsdrohung bei einer Aufweichung der 28-Tonnen-Limite kam knapp durch. Weiter sprachen sich die Grünen dafür aus, eine **leistungsabhängige Schwerverkehrsabgabe zur Finanzierung der Neat** einzuführen.³⁴

POSITIONSPAPIER UND PAROLEN
DATUM: 02.09.1996
EVA MÜLLER

Die Grünen verabschiedeten ein von der Luzerner Nationalrätin Cécile Bühlmann ausgearbeitetes Positionspapier zur Ausländerpolitik, in dem sie die **Personenfreizügigkeit innerhalb der EU und den Verzicht auf das «rassistische» Dreikreismodell forderten**. Als Ersatz schlugen sie ein Einwanderungsgesetz vor, das den Zugang für Fremde in die Schweiz regelt und erleichtert. Bis zur Verabschiedung des Gesetzes solle eine paritätische Kommission entscheiden, wieviele Personen aus Nicht-EU-Staaten aufgenommen werden sollen. Weiter forderte die Partei ein erleichtertes Einbürgerungsverfahren, das einen Rechtsanspruch auf Einbürgerung beinhaltet, die Abschaffung der Zwangsmassnahmen, einen zivilstandsunabhängigen Aufenthaltsstatus für Frauen und eine Integrationspolitik, die den Eingewanderten gleichberechtigten Zugang zu allen gesellschaftlichen Bereichen sichert.³⁵

POSITIONSPAPIER UND PAROLEN
DATUM: 07.09.1996
EVA MÜLLER

Im Hinblick auf die anstehende Revision des Gesetzes über die berufliche Vorsorge (BVG) forderte die GPS einen Umbau der zweiten Säule. Sie **will den Koordinationsabzug abschaffen**, der die Einkommenslimite festlegt, ab der die zweite Säule obligatorisch ist, und der Personen mit kleinem Einkommen benachteiligt. Gleichzeitig soll das **Steuerprivileg für die überobligatorische Altersvorsorge begrenzt** werden. Die Partei schlug weiter vor, ein Prozent der Pensionsgelder künftig in einen Fonds einzuzahlen, aus dem Risikokapital für kleinere und mittlere Unternehmen bereitgestellt wird. Die Pensionskasse soll zudem neu frei wählbar sein, um es den Versicherten zu erlauben, jene Kasse zu wählen, welche die Gelder nach sozialen und ökologischen Kriterien investiert.³⁶

POSITIONSPAPIER UND PAROLEN
DATUM: 01.02.1997
EVA MÜLLER

An einer Delegiertenversammlung zur Zukunft des Sozialstaats wurde der Parteivorstand beauftragt, eine **Volksinitiative für ein existenzsicherndes Grundeinkommen auszuarbeiten**. Damit reagierte die GPS einerseits auf eine im Berichtsjahr erschienene Armutsstudie, andererseits auf die zunehmende Überforderung der Städte mit ihren Fürsorgeleistungen. Die Existenzsicherung müsse von der Erwerbsarbeit abgekoppelt und als Bundesaufgabe etabliert werden. Als zusätzliche Finanzierungsquelle wurde eine eidgenössische Schenkungs- und Erbschaftssteuer vorgeschlagen. Die Delegierten beschlossen ferner, die Volksinitiative zur «gerechten Verteilung von bezahlter und unbezahlter Arbeit» der Gesellschaft für gerechte Arbeitsverteilung aktiv zu unterstützen.³⁷

POSITIONSPAPIER UND PAROLEN
DATUM: 01.02.1997
EVA MÜLLER

Auf Antrag der Freien Grünen Baselbiet verabschiedeten die Grünen eine Resolution gegen Gentech-Lebensmittel und riefen zum Kaufboykott von Nestlé-Produkten auf, solange diese **nicht explizit auf die Lancierung von genmanipulierten Lebensmitteln verzichtet**.³⁸

POSITIONSPAPIER UND PAROLEN
DATUM: 01.09.1997
EVA MÜLLER

Bezüglich der bilateralen Verhandlungen der Schweiz mit der EU pochten die Grünen auf eine **harte Haltung der Schweiz und die konsequente Umsetzung der Alpeninitiative**. Andernfalls drohten sie mit dem Referendum. In einer Petition «gegen die Zulassung von 44-Tönnern in der Schweiz» kritisierten sie den Bundesrat, der auf dem Verordnungsweg die Radialzonen um die Huckepack-Bahnhöfe, in denen die 28-Tonnen-Limite nicht gilt, von 10 auf 30 Kilometer ausgedehnt hatte.³⁹

POSITIONSPAPIER UND PAROLEN
DATUM: 22.10.1997
EVA MÜLLER

Weiter forderte die Partei in Hinblick auf die Öffnung des Strommarktes in Europa eine **Neuordnung der Elektrizitätswirtschaft** und schlug die Einrichtung einer **staatlich kontrollierten Strombörse** vor, deren Hauptaufgabe die Bündelung der Gesamtnachfrage der Stromverbraucher wäre. Vorrang hätte die umweltfreundliche Stromerzeugung.⁴⁰

POSITIONSPAPIER UND PAROLEN
DATUM: 09.07.1998
URS BEER

Die Grüne Partei der Schweiz ergriff zusammen mit weiteren Umweltschutzorganisationen das **Referendum gegen die Änderung des Raumplanungsgesetzes**, weil ihnen die Öffnung der Landwirtschaftszone für betriebsnahe Nebengewerbe, für bodenunabhängige Produktion und für Wohnzwecke zu weit ging.⁴¹

POSITIONSPAPIER UND PAROLEN
DATUM: 15.08.1998
URS BEER

Der Parteitag der GP vom 15. August in Schaffhausen stand in erster Linie im Zeichen der Verkehrspolitik. Einstimmig wurde die **Ja-Parole für die LSWA** gefasst. Mehr Anlass zu Diskussionen bot die Vorlage über die Finanzierung der Bahninfrastruktur (Finöv). 1992 hatten die Grünen die Neat-Netzvariante mit einem Referendum bekämpft. Der pragmatischen Haltung von Vorstand und Fraktion, beim Entscheid über die Neat auch staats- und realpolitische Aspekte zu berücksichtigen, erwuchs Widerstand aus der fundamentalistischen Strömung der Partei. Das **Ja zur Finöv fiel allerdings klar** aus. Ferner verabschiedeten die Delegierten ein verkehrspolitisches Positionspapier. Darin forderten sie ein kinder-, umwelt- und sozialverträgliches Gesamtverkehrskonzept und machten sich für eine Vollkostenrechnung aller Verkehrsträger stark. Für die Beibehaltung der 28-Tonnen-Limite wollen sich die Grünen nicht mehr engagieren. Gleichzeitig bekundete die GP ihre Unterstützung für vier verkehrspolitische Initiativen, so z.B. für die «Verkehrshalberungsinitiative» oder die Initiative für Tempo 30 innerorts.⁴²

POSITIONSPAPIER UND PAROLEN
DATUM: 31.10.1998
URS BEER

In der Europapolitik **vollzogen die Grünen eine Kehrtwende**. Nachdem sich die Partei 1992 gegen einen Beitritt zum EWR ausgesprochen hatte, forderte sie jetzt vom Bundesrat die **unverzügliche Aufnahme von EU-Beitrittsverhandlungen**. Ziel der Grünen ist es, dass die **Schweiz bis ins Jahr 2002 Mitglied der EU wird**. Damit schlug sie im integrationspolitischen Fahrplan eine schnellere Gangart ein als alle anderen Parteien. Aus grüner Sicht sprechen fünf Gründe für einen baldigen Beitritt: die europäische Zusammenarbeit sei nötig, da Ökologie und Soziales auch grenzüberschreitende Lösungen erforderten; die Schweiz müsse dort mitentscheiden, wo die wesentlichen Entscheide fallen; die wirtschaftliche Globalisierung erfordere eine handlungsfähige internationale Ebene; die Schweiz habe in der EU reiche Erfahrungen in Föderalismus und Demokratie einzubringen; ferner sei die Schweiz Teil Europas, die Integration liege daher auch in ihrem Interesse. Von den heftigen Auseinandersetzungen, in denen sich noch im Vorjahr führende Zürcher Grüne gegen den EU-freundlichen Kurs von Parteipräsident Ruedi Baumann gewehrt hatten, war am Parteitag vom 31. Oktober in Montreux nicht mehr viel zu spüren. Dementsprechend verabschiedeten die Delegierten das Positionspapier mit 62 gegen 12 Stimmen bei 9 Enthaltungen deutlich. Mit dem klaren europapolitischen Positionsbezug erhoffte sich die Partei im Hinblick auf das Wahljahr 1999 die Rückeroberung der sechs bei den letzten Nationalratswahlen verlorenen Sitze.⁴³

POSITIONSPAPIER UND PAROLEN
DATUM: 02.11.1998
URS BEER

Gleichzeitig verabschiedeten die Grünen nebst der Ja-Parole zur Droleg-Initiative ein Positionspapier zur Drogenpolitik. Um dem illegalen Markt mit all seinen negativen Konsequenzen den Boden zu entziehen, braucht es ihrer Ansicht nach eine **kontrollierte Legalisierung des Handels**. In einem ersten Schritt strebt die GPS die **Entkriminalisierung des Konsums** von Betäubungsmitteln und eine **Erweiterung der staatlichen Drogenabgabe** an, begleitet von verstärkter Prävention. In einem weiteren Schritt soll ein kontrollierter und legalisierter Handel geschaffen werden nach den Regelungen, wie sie die Droleg-Initiative vorsah.⁴⁴

POSITIONSPAPIER UND PAROLEN
DATUM: 18.09.1999
DANIEL BRÄNDLI

Am letzten Parteitag der GP vor den Wahlen in Baden wurde über die bilateralen **Verträge mit der EU** verhandelt. Mit 74 Ja-Stimmen bei fünf Enthaltungen verabschiedeten die Delegierten eine Resolution, welche die eidgenössischen Räte dazu aufforderte, die Vorschläge der Nationalratskommission zu den flankierenden Massnahmen anzunehmen. Im Besonderen wurde gefordert, dass die **Verlagerung des Schwerverkehrs auf die Schiene** forciert werde.⁴⁵

POSITIONSPAPIER UND PAROLEN
DATUM: 07.02.2000
DANIEL BRÄNDLI

Anfangs Februar fasste die GP die **Ja-Parole zu den bilateralen Verträgen mit der EU**. Aus den Reihen der einst vehementen EWR-Gegner waren an der Delegiertenversammlung in Neuenburg nur noch wenige kritische Stimmen zu vernehmen.⁴⁶

POSITIONSPAPIER UND PAROLEN
DATUM: 26.10.2000
DANIEL BRÄNDLI

Im Oktober sagten die Delegierten einstimmig Ja zur „Umverteilungsinitiative“ (Reduktion der Armeeausgaben). Hingegen sprach sich eine knappe Mehrheit gegen eine Teilnahme an dem von der GSOA lancierten Referendum gegen die **Teilrevision des Militärgesetzes** aus. Das Dilemma zwischen Pazifismus und aktivem Engagement in Krisenregionen verunmöglichte eine deutliche Beschlussfassung. Viele Voten warnten davor, Wasser auf die Mühlen der AUNS-Kampagne gegen die Militärgesetzrevision zu giessen und erinnerten an die Politik der Öffnung, welche die GP in bezug auf die Integration der Schweiz in die EU verfolgt.⁴⁷

POSITIONSPAPIER UND PAROLEN
DATUM: 31.12.2000
DANIEL BRÄNDLI

Insgesamt deckten sich im Berichtsjahr die **Parolen der GP zu den Volksabstimmungen** mit einer Ausnahme mit denjenigen der SP. Die Ausnahme betraf die Initiative über die Fortpflanzungsmedizin, bei der sich die Delegierten auf Stimmfreigabe einigten.

POSITIONSPAPIER UND PAROLEN
DATUM: 14.02.2001
MAGDALENA BERNATH

Anfangs Jahr beschloss der Parteivorstand die Ja-Parole zur Volksinitiative **„Ja zu Europa“**. Die Baselstädtischen und die Luzerner Grünen hingegen beschlossen Stimmfreigabe, die Berner und die Schaffhauser stimmten für ein Nein, und die übrigen 15 Kantonalparteien schlossen sich der Mutterpartei an. Ebenfalls ein Ja empfahlen die Grünen zur Initiative „Strassen für alle“.⁴⁸

POSITIONSPAPIER UND PAROLEN
DATUM: 12.03.2001
MAGDALENA BERNATH

Im März entschied sich die Delegiertenversammlung mit 32:28 Stimmen bei drei Enthaltungen, **das Referendum gegen das Elektrizitätsmarktgesetz zu unterstützen**. Es ging in erster Linie darum, den Service public zu bewahren.⁴⁹

POSITIONSPAPIER UND PAROLEN
DATUM: 28.01.2002
MAGDALENA BERNATH

Die Empfehlungen der Grünen Partei zu den eidgenössischen Vorlagen deckten sich mit jenen der Sozialdemokraten. Anfang Januar empfahlen die Grünen die Ja-Parole zu den beiden Volksinitiativen "für den Beitritt der Schweiz zur UNO" und "für eine kürzere Arbeitszeit". Hauptthemata der Delegiertenversammlung bildeten jedoch das Weltwirtschaftsforum in New York/Davos (WEF) und das Weltsozialforum in Porto Alegre. In einer Resolution forderten die Grünen eine **Isolierung der WEF-Teilnehmenden**. Behörden und Nichtregierungsorganisationen sollten keine Vertreter mehr ans WEF schicken, stattdessen aber ans Weltsozialforum. Anschliessend beschäftigten sich die Grünen mit dem Schächtverbot. Einerseits gehe es darum, jegliche Aussage zu vermeiden, die als antisemitisch interpretiert werden könne, andererseits, für den Tierschutz einzustehen.⁵⁰

POSITIONSPAPIER UND PAROLEN
DATUM: 17.02.2002
MAGDALENA BERNATH

Mitte August präsentierten die Grünen ihr **Wahlmanifest "Vision für eine andere Welt"**, das bekannte grüne Positionen zusammenfasste. Die Partei wolle radikaler werden und die Probleme an der Wurzel packen, reine Kosmetik genüge nicht mehr. Ziel sei es, in den nächsten Wahlen drei bis vier Sitze hinzuzugewinnen, jedoch nicht auf Kosten der Sozialdemokraten. Gleichzeitig mit dem Wahlmanifest stellte die GP ein Positionspapier zur Familienpolitik vor, das unter anderem die nationale Vereinheitlichung der Kinderzulagen und, entsprechend dem Tessiner Modell, Ergänzungs- und Kleinkinderzulagen für einkommensschwache Familien forderte. Analog zur AHV sollen Erziehungs- und Betreuungsarbeit auch an die 2. Säule angerechnet werden.⁵¹

POSITIONSPAPIER UND PAROLEN
DATUM: 04.06.2002
MAGDALENA BERNATH

Im Frühsommer erklärte die GP, sie lehne die **Forschung an embryonalen Stammzellen** und auch deren Import ab, solange nicht eine breite Diskussion und Aufklärung stattgefunden habe. Alternativen wie die Forschung an adulten Stammzellen und solchen, die aus Nabelschnurblut gewonnen werden, seien genauer auszuleuchten.⁵²

POSITIONSPAPIER UND PAROLEN
DATUM: 26.08.2002
MAGDALENA BERNATH

Am Parteitag im August verabschiedeten die Delegierten das Wahlmanifest mit grossem Mehr. Eingefügt wurde die Forderung, landwirtschaftliche Direktzahlungen müssten existenzsichernde Einkommen für kleine und mittlere Bauernbetriebe garantieren, um das "Bauernsterben" im Berggebiet zu stoppen. Mit 59:28 Stimmen beschlossen die Grünen ferner die **Nein-Parole zum Elektrizitätsmarktgesetz**. Die Argumente vorab Westschweizer Vertreterinnen und Vertreter, ein liberalisierter Markt führe nicht zum Ausstieg aus der Atomenergie und diene nur den grossen Stromkonsumenten, setzten sich durch. Einstimmig lehnten die Delegierten die Gold-Initiative der SVP ab, ebenso deutlich hiessen sie den bundesrätlichen Gegenentwurf mit der Solidaritätsstiftung gut.⁵³

POSITIONSPAPIER UND PAROLEN
DATUM: 28.10.2002
MAGDALENA BERNATH

Nachdem die Grünen die Asyl-Initiative der SVP und die Revision des Arbeitslosenversicherungsgesetzes zur Ablehnung empfohlen hatten, verabschiedeten sie ein Positionspapier zur Agglomerationspolitik, welches eine Begrenzung des Siedlungsgebietes forderte. Dessen ungebremstes Wachstum sei einer der Hauptgründe für die zunehmende Verkehrsbelastung in den Agglomerationen. Dem trage der Bund zu wenig Rechnung. Den Bau einer zweiten Gotthardröhre, wie sie die Avanti-Initiative und der Gegenvorschlag des Bundesrates vorsähen, lehnten die Grünen vehement ab. Ausserdem hiessen sie ein **zehnjähriges Moratorium für den Anbau von gentechnisch veränderten Pflanzen** gut. Gemeinsam mit anderen Organisationen wollten sie eine Gentech-Moratoriums-Initiative starten. Schliesslich forderten sie die sofortige Revision des Betäubungsmittelgesetzes, um die Straffreiheit des Canabiskonsums zu garantieren.⁵⁴

POSITIONSPAPIER UND PAROLEN
DATUM: 20.01.2003
MAGDALENA BERNATH

Anfang Jahr beschlossen die Grünen an ihrer Delegiertenversammlung in Luzern die Nein-Parole zum Bundesbeschluss über die Änderung der Volksrechte, auf Kritik stiess vor allem die hohe Unterschriftenzahl für die allgemeine Volksinitiative. Ausserdem verabschiedeten die Delegierten den Text zur Volksinitiative „für Lebensmittel aus gentechnikfreier Landwirtschaft“, welche ein fünf- (statt wie ursprünglich vorgesehen ein 10-jähriges) **Gentech-Moratorium** vorsieht. Mit 35:24 Stimmen bei 5 Enthaltungen sprachen sie sich zudem für die Mitlancierung der Volksinitiative „für eine soziale Einheitskrankenkasse“ aus. Die Befürworter hofften auf mehr Transparenz, demokratische Strukturen und Sparmöglichkeiten, die Gegner hingegen befürchteten einen aufgeblähten Verwaltungsapparat und die Gefährdung des Grundleistungskatalogs. Schliesslich stimmten die Grünen einer Resolution gegen den Irak-Krieg zu, in welcher sie den Bundesrat aufforderten, alle diplomatischen Mittel zu nutzen, um möglichst viele Regierungen gegen den Krieg zu mobilisieren.⁵⁵

POSITIONSPAPIER UND PAROLEN
DATUM: 30.06.2003
MAGDALENA BERNATH

Ende Juni beschloss der Vorstand der Grünen Partei, sich aktiv für ein **Referendum gegen das Steuerpaket** zu engagieren und sich nicht allein auf das Kantonsreferendum zu verlassen.⁵⁶

POSITIONSPAPIER UND PAROLEN
DATUM: 01.09.2003
MAGDALENA BERNATH

Mit dem Hinweis, Klimapolitik sei für die Grünen nicht erst seit diesem Hitzesommer ein heisses Thema, rechtfertigte Fraktionschefin Cécile Bühlmann (LU) das lange Schweigen der Partei. Anstelle der punktuellen Massnahmen wie befristeten Temporeduktionen im Tessin und in Graubünden fordere die GP eine Verlagerungspolitik hin zum öffentlichen Verkehr auch im Personenverkehr. Anfangs September verabschiedeten die Delegierten eine Resolution „für eine glaubwürdige Klimapolitik“, welche die dringliche Einführung der CO₂-Abgabe auf den 1. Januar 2004 und den Ausbau des öffentlichen Verkehrs verlangte. Um die Mehrkosten zu finanzieren, solle ein **Klimafranken** pro Liter Benzin erhoben werden. Vor allem die Waadtländer Grünen kritisierten diesen Vorschlag als unausgegoren; sie vermissten eine vorgängige Vernehmlassung in den Kantonalparteien und verlangten eine Abfederung für die Bewohner der Randregionen. Die Resolution wurde schliesslich mit 39:0 Stimmen bei vier Enthaltungen angenommen.⁵⁷

POSITIONSPAPIER UND PAROLEN
DATUM: 05.04.2004
MAGDALENA BERNATH

Anfang April fassten die Grünen in Schaffhausen einstimmig die Nein-Parole zum **Steuerpaket**; sie hatten dagegen das Referendum ergriffen. Die 11. AHV-Revision wurde mit einer Gegenstimme und zwei Enthaltungen ebenfalls abgelehnt; die Vorlage sei die erste reine Abbauvorlage seit Bestehen der AHV/IV. Mit 65:24 Stimmen bei 9 Enthaltungen befürworteten die Grünen hingegen die Erhöhung der MWSt.⁵⁸

POSITIONSPAPIER UND PAROLEN
DATUM: 30.08.2004
MAGDALENA BERNATH

Nach eingehender Diskussion sprach sich die Delegiertenversammlung in Winterthur (ZH) Ende August mit 82:26 Ja bei 6 Enthaltungen deutlich **für die Abkommen von Schengen und Dublin** aus. Das Schengener Abkommen sei zwar Instrument einer repressiven Migrations- und Asylpolitik, jedoch angesichts von Bundesrat Blochers Asylpolitik das geringere Übel. Die anderen Abkommen im Rahmen der Bilateralen II hiessen die Grünen einstimmig gut (108 Ja, 4 Enthaltungen). Zu allen vier Vorlagen vom 26. September gaben sie die Ja-Parole heraus, zum Mutterschaftsurlaub und zu den beiden Einbürgerungsvorlagen einstimmig, zur Post-Initiative mit einer Gegenstimme.⁵⁹

POSITIONSPAPIER UND PAROLEN
DATUM: 01.11.2004
MAGDALENA BERNATH

Mit 82:8 Stimmen beschlossen die Grünen in Sitten (VS) die Nein-Parole zum **Stammzellenforschungsgesetz**; sie hatten bereits das Referendum unterstützt. Mit 61:28 Stimmen lehnten die Delegierten auch die NFA ab; sie befürchteten, die Vorlage führe zu einem Sozialabbau. Gegen den Antrag des Vorstandes, der die Mehrwertsteuer teilweise durch eine ökologische Steuerreform ersetzen wollte, folgten die Grünen schliesslich ihrer Bundeshausfraktion und gaben mit 76:23 Stimmen die Ja-Parole zur neuen Finanzordnung heraus. Abschliessend verabschiedeten sie eine Resolution für ein zehnjähriges Atomkraftwerk-Moratorium.⁶⁰

POSITIONSPAPIER UND PAROLEN
DATUM: 03.11.2004
MAGDALENA BERNATH

Mit einem „**Sozialpolitischen Manifest aus grüner und urbaner Sicht**“ wollten die vier grünen städtischen Sozialvorsteher Therese Frösch (Bern), Ruedi Meier (Luzern), Thomas Feurer (Schaffhausen) und Monika Stocker (Zürich) die Diskussion um die Lösung der sozialpolitischen Probleme neu anstossen. In den Städten sei der Druck am grössten und der Handlungsbedarf am dringlichsten. Als Grundlage für das Zusammenleben forderten sie Integration statt Sozialhilfe und Renten sowie mehr Sicherheit und Lebensqualität im Alter.⁶¹

POSITIONSPAPIER UND PAROLEN
DATUM: 29.08.2005
MAGDALENA BERNATH

Im August befürworteten die Grünen mit 102:1 Stimmen die Ausweitung der Personenfreizügigkeit auf die neuen EU-Länder. In einer Resolution forderten sie den Bundesrat auf, unverzüglich einen „**Plan Wahlen**“ für die Energie aufzustellen, um die künftige autonome Versorgung der Schweiz basierend auf erneuerbaren Energien sicherzustellen. Konkret sehen die bereits im Mai vorgestellten „Energieperspektiven 2050“ eine 2000-Watt-Gesellschaft vor, wonach die Schweiz ihren Verbrauch bis 2050 pro Kopf und Jahr auf 17'500 Kilowattstunden resp. 2000 Watt senken soll, was einem Drittel des heutigen Konsums und dem heutigen Weltdurchschnitt entspricht. Diese Menge sei zu 100% aus erneuerbaren Energien zu produzieren – heute decken diese vor allem aus Wasserkraft und Holz gewonnenen Energieträger nur 20% des Verbrauchs. In einer zweiten Resolution sprachen sich die Grünen für eine Unterstützung der Volksinitiative „Rettet den Schweizer Wald“ der Vereinigung Helvetia Nostra aus, die sich gegen die vom Bundesrat vorgeschlagene Teilrevision des Waldgesetzes richtet.⁶²

POSITIONSPAPIER UND PAROLEN
DATUM: 31.10.2005
MAGDALENA BERNATH

Im Herbst gaben die **Delegierten der GP** in Stans (NW) einstimmig die Ja-Parole zum von ihnen mit lancierten Gentech-Moratorium in der Landwirtschaft heraus. Parteipräsidentin Ruth Genner (ZH) äusserte die Hoffnung, das erstmalige Bündnis mit dem schweizerischen Bauernverband bilde den Anfang einer erfolgreichen ökologischen Ausrichtung der schweizerischen Landwirtschaftspolitik. Mit 82:7 Stimmen bei zehn Enthaltungen empfahlen die Grünen nach engagierter Diskussion die Liberalisierung der Ladenöffnungszeiten in Bahnhöfen zur Ablehnung. In einer Resolution forderten sie Bundesrat und Parlament auf, die Lex Koller nicht aufzuheben, ohne Schutzmassnahmen zu ergreifen; die Möglichkeit für Personen mit Wohnsitz im Ausland, uneingeschränkt Grundstücke zu erwerben, werde zu einer starken Zunahme von Wochenendhäusern und Zweitwohnungen führen, was sich katastrophal auf die Landwirtschaft, die Umwelt und die Wirtschaft in den Tourismusregionen auswirke.⁶³

POSITIONSPAPIER UND PAROLEN
DATUM: 26.06.2006
STEPHAN SCHOENHOLTZ

Auf der Versammlung in Lausanne im Juni lehnten die Delegierten einstimmig die Asyl- und Ausländergesetze ab. Vizepräsident Ueli Leuenberger bezeichnete die Gesetze als eine Form der Abschaffung des Asylrechts. Sie brächten nicht die angeblichen Lösungen, sondern neue Probleme wie die Abdrängung von Asylsuchenden in die Illegalität.

Kontroverser wurde die linke **Kosa-Initiative** diskutiert. Der Waadtländer Grossrat Philippe Martinet bemängelte, dass die Zuführung von Nationalbankgewinnen kein Gesamtkonzept sei, um der AHV auf lange Sicht zu helfen, und regte stattdessen die Investition dieser Gewinne in zukunftssträchtige Projekte im Umweltschutzbereich an. Präsidentin Ruth Genner hingegen betonte den sozialen Aspekt der AHV und die Notwendigkeit ihrer guten finanziellen Ausstattung, um weitere Abbaupläne der bürgerlichen Parteien zu verhindern. Schliesslich unterstützte die Mehrheit der Abgeordneten die Initiative.⁶⁴

POSITIONSPAPIER UND PAROLEN
DATUM: 03.08.2006
STEPHAN SCHOENHOLTZ

Auf der Delegiertenversammlung im März in Bern erteilte Parteipräsidentin Ruth Genner (ZH) einer eventuellen **Beteiligung der GP an einer Regierung** mit Christoph Blocher eine deutliche Absage. Genner sah einen grünen Sitz im Bundesrat nicht als primäres Ziel für die Wahlen 2007 an; vorrangig sei vielmehr, die Parlamentsvertretung der Grünen weiter zu stärken. Im Zentrum der Versammlung standen umweltpolitische Themen. Die Delegierten forderten von der Parteileitung die Vorbereitung einer **Klimainitiative**, da das Projekt einer CO₂-Steuer wenig Realisierungschancen besitze. Des Weiteren bekräftigten sie ihre Forderung nach einem schnellen Ausstieg aus der Atomkraft. Schliesslich gaben die Delegierten mit 79:5 Stimmen bei 7 Enthaltungen die Ja-Parole für den Bildungsartikel heraus.⁶⁵

POSITIONSPAPIER UND PAROLEN
DATUM: 29.01.2007
SABINE HOHL

An ihrer Delegiertenversammlung Ende Januar in Luzern diskutierte und verabschiedete die Grüne Partei ihre Wahlplattform. Im Bereich Umweltpolitik waren zentrale Forderungen der Grünen der Ausstieg aus der Atomenergie, eine reduzierte Abhängigkeit von fossilen Brennstoffen und eine starke Reduktion des CO₂-Ausstosses. Um diese Ziele zu erreichen, brauche es Lenkungsabgaben und eine Verbesserung der Energieeffizienz. Die Grünen verlangten auch eine weitere Förderung des öffentlichen Verkehrs, eine Erhöhung der Schwerverkehrsabgabe und die Einführung einer Filterpflicht für Dieselfahrzeuge. Die Wahlplattform enthielt zudem einen **neuen wirtschaftspolitischen Abschnitt**. Dieser war von Daniel Lampart, Chefökonom des Schweizerischen Gewerkschaftsbundes, verfasst worden. Gefordert wurde im wirtschaftspolitischen Kapitel vor allem eine Entkoppelung von Wachstum und Ressourcenverbrauch, wozu es eine ökologische Steuerreform brauche. Im steuerpolitischen Bereich verlangten die Grünen eine nationale Erbschaftssteuer sowie eine Besteuerung von Kapitalgewinnen und Devisentransaktionen. Was die Sozialpolitik betrifft, setzte sich die Grüne Partei für mehr Lehrstellen, verbesserte Arbeitsbedingungen für Zuwanderer, einen Mindestlohn von 3500 Fr. und für einkommensabhängige Prämien in der Krankenversicherung ein. Unter dem Titel „weltweite Gerechtigkeit“ forderten die Grünen die Ausdehnung der Personenfreizügigkeit von der EU auf alle Länder weltweit. In der Europapolitik lautete die Position der Grünen „Ja zu einem EU-Beitritt, aber nicht zu jedem Preis“. Mit ihrer Wahlplattform positionierte sich die Grüne Partei klar links. Die Delegiertenversammlung fasste zudem den Entscheid, die **Initiative „Für menschenfreundlichere Fahrzeuge“** (Stopp-Offroader-Initiative) der Jungen Grünen zu unterstützen. Zur Initiative für eine Einheitskrankenkasse, welche die Grünen mitlanciert hatten, wurde mit 107 zu 10 Stimmen bei 9 Enthaltungen die Ja-Parole beschlossen. Die Zuger Alternativen erhielten von den Delegierten den Beobachterstatus bei der Grünen Partei Schweiz zugesprochen.⁶⁶

POSITIONSPAPIER UND PAROLEN
DATUM: 03.12.2007
SABINE HOHL

An ihrer Delegiertenversammlung Anfang Dezember sprachen sich die Grünen mit 132 zu 14 Stimmen bei 4 Enthaltungen dafür aus, **einen Sitz im Bundesrat anzustreben**. Zu reden gab, ob die Grünen bei den anstehenden Bundesratswahlen gegen Bundesrat Blocher kandidieren sollten. Dies wurde mit 115 zu 34 Stimmen bei 4 Enthaltungen bejaht. Eine Minderheit argumentierte, die Grünen sollten sich an die arithmetische Konkordanz halten und auf das Freiwerden eines freisinnigen Sitzes warten. Als Kandidat der Grünen für den Bundesrat wurde der **Waadtländer Ständerat Luc Recordon** aufgestellt. Dieser erklärte, er wolle mit seiner Kandidatur eine Alternative zu Blochers Politik anbieten. Er sei bereit, sich zurückzuziehen, wenn ein gemässiger bürgerlicher Kandidat zur Wahl antrete. Weitere Themen der Delegiertenversammlung

waren die Unternehmenssteuerreform II, zu der die Nein-Parole beschlossen wurde und die Initiative gegen Kampfjetlärm in Tourismusgebieten, welche die Delegierten befürworteten.⁶⁷

POSITIONSPAPIER UND PAROLEN
DATUM: 07.02.2009
SABINE HOHL

An ihrer Delegiertenversammlung am 7. Februar in Sitten (VS) lehnten die Grünen fast einstimmig die Abstimmungsvorlage zur Einführung des biometrischen Passes ab. Für den Verfassungsartikel „Zukunft mit Komplementärmedizin“ beschlossen sie mit grossem Mehr die Ja-Parole. Hauptthema der Versammlung war die Energiepolitik: Die Grünen sprachen sich **gegen den Bau von Gas- und Kohlekraftwerken** in der Schweiz aus. Schweizer Energieversorger sollen zudem auch im Ausland nicht in solche Kraftwerke investieren dürfen. Die Delegierten forderten weiter eine Reihe von Massnahmen zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur Förderung von erneuerbaren Energiequellen. An der Versammlung wurden zudem die Grünen des Kantons Obwalden in die nationale Partei aufgenommen.⁶⁸

POSITIONSPAPIER UND PAROLEN
DATUM: 16.04.2009
MAGDALENA BERNATH

Mitte April beschlossen die Grünen an ihrer Delegiertenversammlung in Wil (SG) diskussionslos die Ja-Parole zum Partnerschaftsgesetz. Die **Zustimmung zu den Schengen/Dublin-Abkommen** fiel mit 98:20 Stimmen bei fünf Enthaltungen klarer aus, als es die vorangehenden kritischen Voten hatten erwarten lassen. Streitpunkt der Debatte war die Frage, ob die beiden Polizei- und Asylabkommen einen konsequenten Schritt hin zum von der GP angestrebten „Europa ohne Grenzen“ darstellten oder ob sie nicht vielmehr einen weiteren Beitrag zur Abschottung der „Festung Europa“ bildeten. Als Hauptgeschäft verabschiedeten die Grünen nach ausführlicher Diskussion ein Positionspapier zur Bildungspolitik. Das basisdemokratische Programm, das eine nachhaltigere Bildung, „gerechteren“ Mitteleinsatz sowie mehr Chancengleichheit (auch für Sans-Papiers) forderte und sich für Integration statt Selektion an den Schulen aussprach, hatte die Partei als Beitrag zur Uno-Dekade „Bildung für nachhaltige Entwicklung“ bereits Anfang Jahr präsentiert. – Das Demokratische Nidwalden wurde als Mitglied, das „Grüne Appenzell“ als Beobachter in die GP Schweiz aufgenommen. Damit sind die Grünen in allen Kantonen mit Ausnahme von Graubünden und Obwalden vertreten.⁶⁹

POSITIONSPAPIER UND PAROLEN
DATUM: 26.04.2009
MAGDALENA BERNATH

In einem Positionspapier forderten die Grünen eine **ganzheitliche Gesundheitspolitik**, welche die Prävention ins Zentrum stellt. Die gesundheitspolitische Debatte dürfe sich nicht länger fast ausschliesslich um Kostenfragen drehen; Voraussetzung für ein gesundes Leben seien intakte ökologische und soziale Lebensbedingungen. Nach Meinung der Grünen seien Gesundheitskosten von 43 Mia Fr. (10,7% des BIP) für die reiche Schweiz nicht zuviel. Sparpotenziale böten unter anderem eine bessere Spitalplanung, die Aufhebung des Vertragszwangs für Spezialärzte, Einkommensplafonds für Ärzte mit Privatpraxis im Spital, Parallelimporte billiger Medikamente und die Förderung der Generika-Abgabe. Ausserdem unterstützten die Grünen die Forderung der SP-Initiative nach Abschaffung der Kopfprämien und nach Prämienbefreiung der Kinder.⁷⁰

POSITIONSPAPIER UND PAROLEN
DATUM: 07.05.2009
MAGDALENA BERNATH

An ihrer Delegiertenversammlung in Delémont beschlossen die Grünen zweimal die **Nein-Parole zu den Militärgesetzrevisionen** (Bewaffnung bei Auslandseinsätzen und Ausbildungszusammenarbeit). Für die Vorlagen votierten insbesondere die Berner, dagegen argumentierten Vertreter aus der Romandie. Der Text der Vorlage sei zu schwammig; so sei die Unterstützung von Kriegseinsätzen, die von der NATO geführt würden, nicht ausgeschlossen. Ausserdem ziehe ein Ja weitere Rüstungsbeschaffungen nach sich. Die Befürworter wiesen vergeblich darauf hin, dass es, da Gewalt existiere, bei allem Pazifismus eine Macht brauche, welche Ordnung als Voraussetzung für zivile Entwicklung schaffe. Die Abschaffung des Bistumsartikels wurde gutgeheissen; einen Antrag auf Stimmfreigabe lehnten die Delegierten mit 26:22 Stimmen ab. In einer Resolution beharrten die Grünen auf dem Nachtfahrverbot für Lastwagen und forderten ein LKW-Verbot an staugefährdeten Tagen. Ausserdem verlangten sie die Erhöhung der LSVA auf das Niveau der Brenner-Gebühren, eine LKW-Kontingentierung und eine Kleintransporterabgabe.⁷¹

POSITIONSPAPIER UND PAROLEN
DATUM: 07.05.2009
SABINE HOHL

An der Delegiertenversammlung in Basel Anfang Mai stellten sich die Delegierten hinter die Lancierung der **Volksinitiative „Für ein gesundes Klima“**, welche die Grünen gemeinsam mit der SP und verschiedenen Umweltverbänden planten. Die Initiative verlangt eine Reduktion des CO₂-Ausstosses der Schweiz um 30% gegenüber 1990 bis 2020. Die Delegierten fassten zudem die Nein-Parole zur 5. IV-Revision. Im Vorfeld der Versammlung hatte der Berner Regierungsrat Bernhard Pulver eine liberalere, weniger linke Positionierung der Grünen Partei gefordert. Zu einer grossen Richtungsdebatte kam es aber nicht. Die Parteileitung betonte, die Grünen böten Platz für verschiedene Strömungen und konnte damit die Reihen schliessen.⁷²

POSITIONSPAPIER UND PAROLEN
DATUM: 13.06.2009
SABINE HOHL

An der Delegiertenversammlung der Grünen vom 13. Juni in Solothurn forderte Parteipräsident Ueli Leuenberger ein drittes Konjunkturpaket und einen **„Green New Deal“**. Zu diesem Thema verabschiedeten die Delegierten ein umfassendes Positionspapier mit dem Titel „Bausteine zum ökologischen Umbau der Wirtschaft“. Zu den darin enthaltenen Forderungen gehören die Aufhebung der Mengenbeschränkung bei der kostendeckenden Einspeisevergütung für Strom aus erneuerbaren Energiequellen, strengere Minergie-Standards und Steueranreize für das Wohnen in der Nähe des Arbeitsortes. Die Grünen wollen auch die Einführung einer Steuer für Haushalte prüfen, die überdurchschnittlich viel Wohnfläche pro Kopf in Anspruch nehmen. Die Delegierten fassten zudem folgende Abstimmungsparolen: Ja zur IV-Zusatzfinanzierung über die Mehrwertsteuer und zum Verzicht auf die Einführung der allgemeinen Volksinitiative. An der Versammlung wurden die Alternativen des Kantons Zug definitiv in die schweizerische Partei aufgenommen.⁷³

POSITIONSPAPIER UND PAROLEN
DATUM: 18.01.2010
MARC BÜHLMANN

In einem Positionspapier zur **Geschlechterfrage** („Geschlechterdemokratie im 21. Jahrhundert“), das unter der Leitung von Nationalrätin Therese Frösch (BE) verfasst wurde, wurde eine offene Diskussion der Knabenbeschneidung verlangt, was in jüdischen Kreisen Befremden auslöste. An der Delegiertenversammlung wurde das Papier zurückgewiesen. Man sei nicht gegen Gleichstellung, das Papier sei aber zu unausgegoren.⁷⁴

POSITIONSPAPIER UND PAROLEN
DATUM: 23.01.2012
MARC BÜHLMANN

Mit Ausnahme der Stimmfreigabe, welche die Grünen für die Managed Care-Abstimmung beschlossen, entsprachen alle **Parolenfassungen zu den eidgenössischen Abstimmungen** der GP jenen der SP. Mit anderen Worten: Im Gegensatz zu den Bürgerlichen – auch FDP und CVP fassten nur in neun von zwölf Fällen die gleiche Parole – trat links-grün auch hinsichtlich der nationalen, direktdemokratisch ausgefochtenen Sachpolitik relativ geschlossen auf. Am 22. Januar fassten die Delegierten in Kriens die Ja-Parole für die Buchpreisbindung, die Zweitwohnungs- und Ferieninitiative sowie für den Bundesbeschluss zur Regelung von Geldspielen. Zur Ablehnung empfohlen wurde hingegen die Bauspar-Initiative. Leise Kritik war gegen die Zweitwohnungs- und die Ferieninitiative angemeldet worden, da beide zu weit gingen. Der Antrag auf Stimmfreigabe unterlag aber bei beiden. Uneins war sich die Parteileitung der Grünen bei der für Juni vorliegenden Managed Care-Vorlage, bei der sich positive und negative Aspekte die Waage hielten. Die Empfehlung auf Stimmfreigabe wurde von den Delegierten Ende März mit 66 zu 63 Stimmen bei 8 Enthaltungen dann knapp bestätigt. Die Initiative zur Steuerbefreiung des Bausparens und die Staatsvertragsinitiative wurden hingegen deutlich abgelehnt. Ende August empfahlen die Delegierten an ihrer Versammlung in Aarau die Initiative „Sicheres Wohnen im Alter“ einstimmig bei zwei Enthaltungen abzulehnen. Ebenfalls einstimmig (bei 6 Enthaltungen) wurde der Bundesbeschluss über die Jugendmusikförderung zur Annahme empfohlen. Der Antrag, für die Initiative „Schutz vor Passivrauchen“ Stimmfreigabe zu beschliessen, wurde abgelehnt. Für das Volksbegehren wurde schliesslich mit 94 zu 45 Stimmen die Ja-Parole gefasst. Für die Abstimmung zum Tierseuchengesetz empfahlen die Delegierten der GP in Bümpliz mit 73 zu 50 Stimmen ein Ja.⁷⁵

POSITIONSPAPIER UND PAROLENDATUM: 22.08.2012
MARC BÜHLMANN

Mitte August präsentierten die Grünen ihre **Energiestrategie**. Um möglichst ohne Bau von Kombi-Gaswerken den vom Bundesrat auf 2034 terminierten Atomausstieg zu schaffen, müssten weitere Massnahmen getroffen werden. Energieproduzierende statt -verbrauchende Neubauten, eine Senkung der CO₂-Emissionen bei Personenwagen und eine Entdeckung der kostendeckenden Einspeisevergütung seien nötig. Bis 2020 müsse eine ökologische Steuerreform umgesetzt sein. Kein Tabu dürfe zudem der Landschaftsschutz sein. Speicherseen, Windparks und Solaranlagen auf freiem Feld seien für einen klimafreundlichen Atomausstieg nötig. Prompt kritisierten Umweltverbände die Forderungen der GP als zu weitgehend.⁷⁶

POSITIONSPAPIER UND PAROLENDATUM: 13.09.2012
MARC BÜHLMANN

Als erste der grösseren, im nationalen Parlament vertretenen Parteien präsentierten die Grünen ein Grundsatzpapier zu **netzpolitischen Fragen**. Unter dem Titel „Grüne Netzpolitik“ wurden ein universaler Zugang zum Internet, Netzneutralität ohne Filter, Datenschutz und Urheberrechte zum Schutz der Privatsphäre, die Förderung der Medienkompetenz in den Schulen, Open Data sowie ein grünes Internet gefordert. Endgeräte dürften nicht mehr so viel Energie verbrauchen. Auf Freude stiess das Papier bei der Piratenpartei. Die anderen Parteien erklärten in der Folge, sich in Arbeitsgruppen des Themas ebenfalls anzunehmen.⁷⁷

POSITIONSPAPIER UND PAROLENDATUM: 26.07.2013
MARC BÜHLMANN

Anfang Mai unterbreiteten Vertreter der GP in Bern Vorschläge gegen die **Wegwerfgesellschaft**. Viele Produkte würden weggeworfen, wenn sie nicht mehr funktionierten, weil eine Reparatur teurer ist als ein Neukauf. Die Grünen verlangten, dass Produkte so gebaut werden, dass sie einfach repariert werden können, und dass mit Hilfe von standardisierten Ersatzteilen eine Revision eines Produktes auch längere Zeit nach dem Kauf noch möglich sei. Ähnlich wie die vorgezogene Recycling-Gebühr soll eine vorgezogene Reparatur-Gebühr erhoben werden, um ein dichtes Netz von Reparaturstellen zu fördern. Auch die Angabe der geplanten Lebensdauer soll eingeführt werden. So könnten die Kunden Unterschiede zwischen langlebigeren, dafür teuren und kurzlebigen billigen Produkten erfassen. Gefordert wurde von der GP zudem eine auf fünf Jahre verlängerte Garantiefrist und die Förderung von Produkt-Vermietungen.⁷⁸

POSITIONSPAPIER UND PAROLENDATUM: 25.08.2013
MARC BÜHLMANN

Wie bereits im Vorjahr trat Links-Grün bei den eidgenössischen Abstimmungen sehr geschlossen auf. Die Grünen beschlossen mit Ausnahme des Referendums zur Autobahnvignette die gleichen **Stimmempfehlungen** wie die SP. Das Ja zur revidierten Raumplanung war bereits 2012 gefasst worden. An der Delegiertenversammlung Mitte Januar in Grenchen empfahlen die Delegierten der GP die Abzocker-Initiative (mit 134 zu 4 Stimmen) und den Familienartikel (mit 117 zu 2 Stimmen bei 4 Enthaltungen) zur Annahme. Das revidierte Asylgesetz wurde an der Versammlung in Biel Ende April einstimmig mit 164 zu null Stimmen abgelehnt; die jungen Grünen hatten zusammen mit anderen Organisationen und unterstützt auch von der Mutterpartei 2012 das Referendum dagegen ergriffen. Auch die Volkswahl-Initiative der SVP wurde deutlich abgelehnt. Immerhin liebäugelten 16 Abgeordnete mit dem Vorhaben, das auch schon von den Grünen als Idee diskutiert worden war, weil die Aussicht auf eine Regierungsbeteiligung mit einer Volkswahl vielversprechender wäre als mit der Parlamentswahl. Die SVP-Initiative wurde aber von den restlichen 150 Stimmenden (14 enthielten sich) deutlich abgelehnt. Am 24. August fassten die Delegierten in Visp die Parolen für die sechs restlichen Vorlagen. Für die GSoA-Initiative zur Abschaffung der Wehrpflicht wurde die Ja-Parole beschlossen (mit 128 zu 3 Stimmen bei 6 Enthaltungen). Einstimmig mit 133 zu 0 Stimmen bei einer Enthaltung fiel das Nein zur Liberalisierung des Arbeitsgesetzes aus. Die GP hatte das Referendum gegen die Öffnungszeiten bei den Tankstellenshops unterstützt. Die Nein-Parolen zur Erhöhung der Gebühr für die Autobahnvignette (86 zu 6 Stimmen bei 10 Enthaltungen) und zur Familieninitiative der SVP (102 zu 2 Stimmen bei 9 Enthaltungen) wurden ebenso deutlich beschlossen wie das Ja zur 1:12-Initiative (106 zu 1 Stimmen bei 9 Enthaltungen). Zu hitzigen Diskussionen kam es um das Epidemengesetz. Der Parteivorstand hatte Stimmfreigabe empfohlen, die Delegierten beschlossen aber mit 77 zu 42 Stimmen bei elf Enthaltungen die Ja-Parole.⁷⁹

An der Delegiertenversammlung in Visp (VS) beschlossen die Grünen in einer Resolution, dass die **Bergregionen** besser unterstützt werden sollen. Eine nachhaltige Entwicklung müsse in diesen Regionen mit einer besseren Unterstützung der naturnahen Landwirtschaft, aber auch mit einer Reduktion des CO₂-Ausstosses gefördert werden. Die Einführung einer CO₂-Taxe und die Ratifikation der Alpenkonvention seien deshalb vordringlich.⁸⁰

-
- 1) Presse du 28.5.05; presse du 11.11.05; Exp. et NLZ, 12.11.05; TA, 16.11.05; LT, 30.5 et 19.12.05
 - 2) 24h, 6.1.04.; Presse du 24.2.04; TA, 24.2.04.
 - 3) Presse des mois de janvier, février et mars 1995. Il est à noter également que le Vorort, lors de sa prise de position en faveur du projet, a mis en garde les citoyens que le rejet de ce dernier pourrait conduire les paysans à se retourner contre les accords du GATT, au sujet desquels un référendum était alors pendant: JdG, 17.2.95.
 - 4) Presse des mois d'août et de septembre 2000.
 - 5) Medienmitteilung GPS vom 22.4.14; AZ, LT, Lib, NZZ, TG, 23.4.14
 - 6) Presse vom 27.1.-14.5.04
 - 7) NZZ, 7.5.13; vgl. Teil IIIa (Grüne Partei).
 - 8) JdG, 13.5.92; Presse vom 16.5.92.
 - 9) Presse vom 16.10.92. Verhandl. B.vers., 1992, IV/V, S. 31, Presse von 26.10.92; NQ, 27.10.92.
 - 10) NLZ, 4.4.97; TA, 15.4.97; NZZ, 21.4., 21.5., 14.8. 1.9. und 16.9.97; Presse vom 16.5.97 und vom 1.7. bis 27.9.97, Presse vom 3.7. und 13.8.97; NZZ, 16.9.97, Bund, 15.8.97; BaZ, 20.8. und 29.8.97; NZZ, 29.8., 4.9. und 9.9.97; JdG, 17.9.97; QJ, 18.9.97.56
 - 11) Sport, 26.10.90.
 - 12) Presse vom 17.1.90; Verhandl. B.vers., 1990, IV, S. 58; TA, 30.10.90.
 - 13) Bund, 7.9.99; TA, 10.9.99.
 - 14) BZ, 26.5.98
 - 15) Presse vom 17.1.90; TW vom 18.1.90.
 - 16) Presse vom 23.4.90
 - 17) NZZ vom 12.1.90; TW vom 6.9.90
 - 18) TA vom 23.4.90; SGT vom 10.9.90
 - 19) BaZ vom 22.2.91; NZZ vom 6.5.91; JdG vom 15.5.91; Presse vom 4.11.91
 - 20) AB NR, 1991, S. 910 f.; Presse vom 29.5.91
 - 21) BZ vom 26.1.91; 24 Heures vom 18.2.91; GPS-Informationdienst vom 4.12.91; Bund vom 12.12.91
 - 22) Parolen 1992 ; Presse vom 17.1.92 und 7.9.92; NZZ vom 31.1.92; BZ und JdG vom 27.4.92; 24 Heures vom 6.5.92; Bund vom 13.8.92
 - 23) Presse vom 8.2.92; Bund vom 15.2.92; NZZ vom 19.8.92 und 2.10.92
 - 24) Presse vom 12.10.92; Lib. vom 22.10.92; BaZ vom 31.10.92; 24 Heures vom 5.11.92; Dém. vom 14.11.92.
 - 25) Positionspapier «Nach dem EWR-Nein – die Position der Grünen», 15.12.92; Presse vom 16.12.92; AT vom 30.12.92; Verhandl. B. vers., 1992, VI S. 54
 - 26) Parolen 1993; Presse vom 1.2. und 6.9.93
 - 27) Bund, Lib. und NZZ, 12.1.94; GPS-Broschüre (1994). Grüne Wirtschaftspolitik
 - 28) Bund und NZZ, 15.2.94; GPS-Broschüre, Stichwort Innere Sicherheit. Bern 1994
 - 29) GPS-Broschüre, Wege aus der Sackgasse. Bern 1994
 - 30) NZZ und BaZ, 29.8.94
 - 31) Parolen 1994
 - 32) SoZ, 2.7.95; Presse vom 3.7.95
 - 33) GPS (1995) 12 Reformen für die Schweiz; SGT und NZZ, 7.7.95; Presse vom 11.9.95
 - 34) Presse vom 6.5.96
 - 35) NLZ, 2.9.96
 - 36) Presse vom 7.9.96
 - 37) Presse vom 3.2.97
 - 38) Presse vom 3.2.97
 - 39) Presse vom 1.9.97
 - 40) GPS-Positionspapier (1997). Die Öffnung des Strommarktes in der Schweiz; Presse vom 22.10.97
 - 41) Presse vom 21.3.98; BaZ, 27.6.98; AZ und 24 Heures, 10.7.98; NZZ, 4.9.98
 - 42) GPS-Positionspapier (1998). Verkehr zukunftsfähig gestalten; Presse vom 17.8.98
 - 43) GPS-Positionspapier (1998). EU-Beitrittsverhandlungen jetzt aufnehmen; TA und NZZ, 26.9.98; LT, 5.10.98; Presse vom 2.11.98
 - 44) GPS-Positionspapier (1998). Kontrollierte Legalisierung statt Repression und Drogenmafia; Presse vom 2.11.98
 - 45) SGT, 30.8.99; Presse vom 19.9. und 20.9.99
 - 46) Presse vom 7.2.00.
 - 47) NZZ, 23.10.00; WoZ, 26.10.00.
 - 48) NZZ, 13.1.01; Bund, 14.2.01.
 - 49) NZZ und TA, 12.3.01.
 - 50) Presse vom 28.1.02.
 - 51) Presse vom 17.8.02.
 - 52) NZZ, 4.6.02.
 - 53) Presse vom 26.8.02.
 - 54) LT und NZZ, 19.10.02; Presse vom 28.10.02.
 - 55) NZZ, 18.1.03; Presse vom 20.1.03.
 - 56) NZZ, 30.6.03.
 - 57) Presse vom 13.8. und 1.9.03.
 - 58) Presse vom 5.4.04.
 - 59) Presse vom 30.8.04.
 - 60) BZ, 28.10.04; Presse vom 1.11.04.
 - 61) NZZ, 3.11.04.
 - 62) Presse vom 24.5. und 29.8.05.
 - 63) Presse vom 31.10.05.
 - 64) CdT, QJ und SGT vom 26.6.06.
 - 65) QJ, 6.3.06. Zur Diskussion innerhalb der GP über die Bedingungen für eine Regierungsbeteiligung siehe auch LT, 23.3.06; AZ, 3.8.06.
 - 66) NZZ, 20.1.07; TA, 27.1.07; Presse vom 29.1.07.
 - 67) NZZ, 24.11. und 3.12.07.
 - 68) NF, 9.2.09.
 - 69) TA, 12.4.05; Presse vom 16.4.05.
 - 70) NZZ, 26.4.03.
 - 71) NZZ und TA, 7.5.01.

- 72) NZZ, 28.2.07; Bund, 5.5.07; BaZ und Bund, 7.5.07.
73) BZ und NZZ, 15.6.09.
74) Presse vom 12.1.10; NZZ, 18.1.10.
75) Presse vom 23.1.12; NZZ, 26.3., 23.4. und 5.11.12; Beschlussprotokoll der Delegiertenversammlung der GP vom 25. August 2012 in Aarau (www.gruene.ch).
76) Blick, 15.8.12; TA, 17.8.12; Bund, 22.8.12.
77) WoZ, 13.9.12.
78) NZZ, 7.5.13; NZZS, 12.5.13; Blick, 26.7.13.
79) NZZ, 21.1.13; NZZS, 28.4.13; NZZ, 29.4.13; TZ, 17.5.13; SO, 25.8.13.
80) NF, 26.8.13.